



Avis conforme n°270/2021

Saisine par autorité administrative : Mairie de La Chapelle-en-Valgaudémar

Numéro de dossier : DP n°005064 21 H 0004

Pétitionnaire : SyMEnergie05, maître d'ouvrage pour le compte de la FFCAM

Adresse : 0516 SAVINES-LE-LAC

Localisation : Refuge de Vallonpierre

Nature de la demande : Installation de panneaux photovoltaïques – modification de modules existants

Dossier suivi par : Annick MARTINET, Frédéric SABATIER

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L331 4-1 et R331-19-I ;

Vu la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment son article 7 ;

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment son MARCoeur n°12 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu le Décret du 20 avril 1998 portant classement d'un site : du massif du Pelvoux ;

Vu la demande d'avis conforme du 10 mai 2021, réputée complète par la mairie de Vallouise-Pelvoux le 10/05/2021 et relative à la déclaration préalable n°005064 21 H 0004, reçue le 17/05/2021 ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national des Écrins en date du 03/06/2021 ;

Considérant que le projet consiste en la modification de modules photovoltaïques existants sur la toiture et l'une des façades du refuge ;

Considérant que le dispositif de panneaux photovoltaïques répond à l'amélioration de

l'alimentation du refuge en énergie renouvelable ;

Considérant que l'installation réversible ne remet pas en cause la qualité architecturale du bâtiment ;

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 12 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 11° ayant pour objet ou pour effet de réduire les impacts paysagers ou écologiques ou d'accroître l'autonomie énergétique d'un bâtiment d'intérêt général, d'une construction ou installation du cœur ».

Décide :

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

SyMEnergie 05 est autorisée à installer un dispositif de panneaux photovoltaïques. Ils serviront à alimenter en énergie le refuge pendant la période d'exploitation.

Article 2 : Prescriptions

La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. les panneaux seront de type « fullblack » avec des cadres foncés,
2. 12 modules seront installés en toiture,
3. rester dans l'emprise de l'existant, pas de panneaux de part et d'autre des vélux, longueur maximale 1m50,
4. 2 modules seront posés en façade ouest, en mode « portrait » avec un léger angle par rapport à la façade, remplaçant les 4 modules horizontaux existants,
5. les anciens panneaux seront démontés et évacués hors du cœur du parc national,
6. toute évolution du dispositif sera soumise à autorisation et avis préalable du parc national des Écrins,
7. un compteur de mesure de la consommation énergétique sera mis en place,
8. la gestion du chantier devra respecter les règles applicables en cœur de parc national et il faudra notamment respecter les prescriptions suivantes :
 - maintenir le chantier dans un parfait état de propreté,
 - produire un état des lieux (photographies du site) avant les travaux afin de servir de base à la réception des travaux,
 - évacuer les déchets et matériaux de chantier/construction non utilisés,
 - stockage dans des bacs sur place, tri, collecte et évacuation des déchets et résidus de chantier hors du cœur du parc national vers les installations de traitements autorisées,
9. le nombre de rotations d'hélicoptère nécessaire au chantier est limité,
10. les rotations de transport des personnels ne sont pas autorisées.

Article 3 : Durée

La présente décision est délivrée à compter de sa notification. En cas de report/modification du calendrier, le Parc national devra être préalablement informé.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable n° n°005064 21 H 0004 du 10/05/2021. Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle et sanctions

Pour information, la mise en œuvre du présent avis peut faire l'objet de contrôles mentionnés au titre VII du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc

national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière. Le non-respect des prescriptions du présent avis ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 7 : Publication

La présente décision sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Écrins (cf. : <http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs>).

À GAP, le 03/06/2021

Le directeur du Parc national des Écrins



Pierre COMMENVILLE

copie : secteur du Champsaur/Valgaudemar

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.